



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 26/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCAT**

Aéroport de Toulouse Blagnac  
Portail C - Zone de Fret  
31700 Blagnac

Références : 2024/638  
Code AIOT : 0006803102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement SCAT implanté Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 Blagnac. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAT
- Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 Blagnac
- Code AIOT : 0006803102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCAT (anciennement SASCA) exploite un dépôt de carburant (JET-A1) pour l'avitaillement des avions sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	réserves d'émulseurs	Arrêté Préfectoral du 17/11/1997, article 6.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	exercice POI	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.6	Sans objet
3	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 2 mois pour apporter la démonstration de sa conformité à 2 prescriptions.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne régulièrement mis à jour, qui définit les mesures d'organisation, les méthode d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une version papier de son POI. Cependant, cette version ne correspond pas à la version transmise par courriel en juillet 2024. En effet, le POI reçu en juillet 2024 ne précise pas les modifications apportées depuis janvier 2015. Les modifications apportées depuis 2015 ne sont pas suffisamment claires dans la version papier présentées. Des incohérences ont été remarquées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le POI en le vérifiant dans sa globalité et d'en

transmettre un exemplaire par courriel à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercices
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit organiser régulièrement des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié réaliser régulièrement des exercices POI. Le dernier a été réalisé le 29 novembre 2023 et le prochain est prévu fin 2024. L'exploitant a présenté les 2 derniers compte-rendus de ces exercices.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté certains livrets de formation continu d'opérateurs du site. D'après ces livrets, les agents sont formés aux situations d'urgence. Un agent a été testé aux procédures d'urgences le 19 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : réserves d'émulseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/1997, article 6.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réserves d'emulseurs
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les différents stockages d'émulseurs de l'établissement font l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement, etc...) et au moins tous les 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dernières analyses réalisées sur l'émulseur présent sur le site. Ces analyses datent du 13 mai 2024. L'analyse de l'émulseur situé dans la cuve mentionne que l'efficacité sur hydrocarbures et solvants polaires est altérée. Suite à ce résultat d'analyse, l'exploitant a commandé un nouvel émulseur (Respondol ATF C 3/3). La mise en place de ce nouvel émulseur est prévu courant décembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en place et de la conformité du nouvel émulseur et de l'évacuation complet de l'ancien. Il est également attendu qu'une justification soit apportée sur l'absence de PFAS dans la composition du nouvel émulseur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>